

NATIONS UNIES

ASSEMBLEE
GENERALE



Distr.
LIMITEE

A/AC.138/SC.III/L.47
24 juillet 1973

FRANCAIS
Original : ESPAGNOL

COMITE DES UTILISATIONS PACIFIQUES DU FOND
DES MERS ET DES OCEANS AU-DELA DES LIMITES
DE LA JURIDICTION NATIONALE

SOUS-COMITE III

EQUATEUR - EL SALVADOR - PEROU - URUGUAY :

PRESERVATION DU MILIEU MARIN

DOCUMENT DE TRAVAIL

1. Tous les Etats ont un intérêt légitime à prévenir et à contrôler la pollution des mers pour la défense du milieu marin et la protection de la santé et des autres intérêts de leurs ressortissants.

DEVOIRS DES ETATS

2. Les Etats feront figurer dans leur législation nationale les dispositions nécessaires pour prévenir et combattre la pollution des mers, en tenant compte des intérêts de leurs ressortissants et de l'état de leur propre développement.

3. Chaque Etat s'oblige à adopter et à faire connaître en temps opportun dans toute la mesure de ses possibilités les mesures nécessaires pour empêcher la pollution des mers occasionnée par la présence de substance, matières ou sources d'énergie qui peuvent constituer un danger pour la santé humaine, causer des dommages aux ressources biologiques, entraver les activités maritimes et notamment la pêche, porter atteinte à la qualité de l'eau et à son utilisation et à la qualité des produits de la pêche en mer, ou affecter l'utilisation des loisirs et les autres intérêts de ses ressortissants.

4. Les Etats sont tenus de promouvoir la recherche scientifique en vue de déterminer les effets de la pollution sur le milieu marin, et notamment les conséquences à long terme qui peuvent en résulter pour les générations futures.

5. Les Etats sont tenus de donner leur appui à l'exécution des programmes internationaux d'observation, de mesure, d'analyse, d'évaluation et de contrôle de la pollution du milieu marin.

6. Les Etats sont tenus de promouvoir l'échange sans entraves des informations et des expériences faites sur la pollution du milieu marin, en les mettant à la disposition des autres Etats, en temps opportun et à des conditions qui favorisent la diffusion des connaissances scientifiques et techniques en la matière.

7. Les Etats sont responsables des dommages causés au milieu marin d'autres Etats ou à la mer internationale par les déversements effectués à partir de son territoire, des eaux soumises à sa souveraineté et à sa juridiction et des navires arborant son pavillon.

DROITS DE L'ETAT RIVERAIN

8. Il appartient à l'Etat riverain de fixer les mesures nécessaires à la préservation du milieu marin dans les limites de sa souveraineté et de sa juridiction nationale, et d'adopter les mesures les plus propres à protéger la qualité des eaux et à lutter contre les dangers de pollution, en tenant le plus grand compte des exigences de la coopération avec les autres Etats ainsi que des recommandations émises par les organismes techniques internationaux.

9. Tout Etat riverain qui doit faire face à un danger grave ou imminent de pollution, ou à une menace de pollution, résultant d'un incident de mer ou d'actes en rapport avec cet incident, survenus dans des zones situées au-delà des limites de la souveraineté et de sa juridiction nationale, peut prendre les mesures nécessaires en vue de prévenir, d'atténuer ou d'éliminer ce danger.

COOPERATION INTERNATIONALE

10. Les Etats sont tenus de promouvoir l'institution de mécanismes régionaux où seront représentés les pays situés dans une région géographique qui présente des caractéristiques similaires et qui ont des intérêts communs. Ces mécanismes seront chargés de centraliser et de coordonner au niveau régional les divers aspects de la protection et de la préservation du milieu marin.

11. Les Etats sont tenus de coopérer entre eux et avec les organisations internationales compétentes, en vue d'élaborer et d'appliquer des règlements, normes et procédures destinés à protéger et à préserver le milieu marin au-delà des zones soumises à leur souveraineté et à leur juridiction.

12. Les Etats sont tenus de se porter mutuellement assistance à l'occasion de toute mesure qui sera mise en oeuvre pour lutter contre la pollution des mers, quelle que soit l'origine de cette mesure.

13. Il sera créé un organisme international chargé de centraliser et de coordonner toutes les informations ayant trait à la protection et à la préservation du milieu marin et à la lutte contre la pollution des mers, et de promouvoir la coopération internationale en la matière.

Cet organisme sera chargé : a) de mettre en place un système de surveillance, d'observation, de mesure, d'analyse et d'évaluation, dans le monde entier, de tous les aspects qui intéressent la protection du milieu marin ainsi que la prévention et la suppression de la pollution des mers dans les zones non soumises à la souveraineté et à la juridiction des Etats riverains; b) de recommander, en temps opportun, les mesures qu'il y aura lieu d'adopter pour prévenir, atténuer et supprimer la pollution des mers; c) de publier un atlas de la pollution des mers qui réunira tous les renseignements disponibles sur les espèces hydrobiologiques existantes dans les régions marines momentanément polluées, ainsi que des cartes géographiques et marines qui indiqueront les principales caractéristiques océanographiques des diverses zones, telles que les courants, les vents, les hauts fonds découvrants, etc.; d) de publier des rapports annuels où seront diffusées les conclusions tirées des informations et évaluations portant sur les principaux aspects de la pollution des mers et sur les systèmes et les mesures en vigueur pour la combattre; e) de promouvoir la conclusion de conventions internationales de caractère mondial et régional, portant sur les aspects scientifiques, techniques et juridiques de la pollution du milieu marin; f) tenir à jour la liste des produits polluants mentionnée au paragraphe 14.

NORMES ET MESURES COMPLEMENTAIRES

14. Le déversement dans la mer de déchets contenant des substances, matières ou sources d'énergie dont les effets toxiques sur le milieu marin sont dûment établis et qui figurent sur la liste No 1 en annexe, doivent faire l'objet de mesures d'interdiction internationales.

15. L'Etat riverain est tenu d'interdire le déversement dans les eaux soumises à sa souveraineté et à sa juridiction de déchets qui contiennent des substances, matières ou sources d'énergie dont les effets toxiques sur le milieu marin sont dûment établis et qui figurent sur la liste No 2 en annexe, sauf circonstances particulières dans lesquelles l'autorisation expresse dudit Etat sera nécessaire.

16. Les Etats frappent de sanctions le déversement de déchets effectué par leurs ressortissants dans la mer internationale, ou par toute autre personne dans les zones soumises à sa souveraineté et à sa juridiction.

17. Les Etats sont tenus de fournir à l'organisme international des statistiques de la production et de l'utilisation de substances toxiques ou dangereuses qui peuvent polluer le milieu marin, notamment si cette production et cette utilisation ont un caractère continu.

18. Aux fins de la statistique, les Etats transmettent à l'organisme international, conformément à une procédure établie, des informations relatives à la nature et au volume des substances et matières dont ils auront autorisé le déversement, de même que les dates et les lieux de ces déversements et les méthodes de déversement utilisées.
19. Les navires sont tenus de faire parvenir à l'autorité compétente de l'Etat riverain toutes les informations possibles sur les incidents de mer ou les actes qui leur paraissent susceptibles de polluer le milieu marin dans les eaux soumises à la souveraineté et à la juridiction de cet Etat.
20. Les mêmes informations doivent être fournies par les navires à l'organisme international qui sera institué, lorsqu'ils s'agira d'incidents ou d'actes qui se produisent dans la mer territoriale.
21. Les Etats sont tenus de procéder à une évaluation permanente de la pollution de leurs eaux en vue de déterminer le taux de pollution, de définir les produits polluants dont la présence est constatée ainsi que leur distribution et leur origine possible.
22. Les Etats doivent adopter des systèmes appropriés d'observation, de mesure, d'évaluation et d'analyse des conséquences de la pollution du milieu marin, et adopter des mesures de lutte contre ces conséquences, en tenant compte à cette fin de l'applicabilité à chaque cas particulier des dispositions internationales en vigueur.
23. Les Etats doivent formuler des normes de qualité pour les eaux en vue de leur utilisation ainsi que pour les zones où elles se trouvent, en tenant compte des différentes conditions géographiques, écologiques et socio-économiques propres à chaque région.
24. Les mesures que l'Etat riverain prend pour protéger et préserver le milieu marin contre la pollution ne doivent pas avoir pour conséquence de transférer les effets de cette pollution d'une zone à une autre.